



HOWARD CHANDLER CHRISTY/MELISSA BARREIRO/LA TROMPETTE

La fin de la république constitutionnelle américaine

La grande expérience américaine est en train d'échouer et de s'effondrer dans la tyrannie qu'elle était censée empêcher.

- Stephen Flurry
- [12/12/2022](#)

Quelle est la plus grande menace pour la sécurité nationale des États-Unis ? Les responsables du renseignement fédéral citent la stratégie russe, l'espionnage chinois, l'ambition iranienne, l'imprévisibilité nord-coréenne et d'autres dangers. Ce sont là des menaces majeures pour la sécurité nationale des États-Unis, c'est clair. On pourrait toutefois affirmer qu'une menace plus grave, plus immédiate et plus avancée est celle que représentent les responsables du renseignement fédéral pour la nation.

L'Amérique est censée être une république constitutionnelle gouvernée par des représentants choisis lors d'élections libres et équitables. Pourtant, le Bureau fédéral d'enquête (FBI), l'une des agences de sécurité du gouvernement, s'est immiscé dans ces élections, presque toujours en faveur d'un camp.

Le FBI a menti pour obtenir un mandat d'espionnage de la campagne de Donald Trump en 2016. Il s'est contorsionné pour éviter de nuire politiquement à l'adversaire de Trump, Hillary Clinton. Il a perquisitionné les domiciles et les bureaux de trois avocats du président Trump en 2018, 2021 et 2022. Il a sapé des informations désobligeantes liées à Hunter, le fils de Joe Biden, en affirmant à tort qu'il s'agissait de désinformation russe. Il a fait une descente dans l'appartement d'un journaliste d'investigation pour intimider ceux qui ont publié des informations relatives à Joe Biden. Il a confronté des personnes qui ont travaillé avec le président Trump, saisissant leurs téléphones et mettant même l'une d'entre elles en prison pour une courte période. Et il a mis des dizaines de partisans moins puissants de Trump en prison sans procès ni aucun semblant de procédure régulière pendant plus d'un an.

PT_FR

Il est maintenant indéniable que le FBI a été transformé en arme contre les opposants au régime radical de Biden.

Après la descente du FBI au domicile du président Trump à Mar-a-Lago le 8 août, l'historien militaire Victor Davis Hanson a déclaré à Mark Levin, animateur de Fox News, qu'il pense que l'Amérique n'a plus la forme de gouvernement où le peuple se gouverne lui-même par l'intermédiaire de ses représentants élus.

« Je ne pense pas que nous soyons encore une république », a-t-il déclaré. « Je dirais que nous sommes en transition vers une démocratie radicale, et par là, je veux dire que ce que n'importe qui veut faire un jour quelconque, s'il a le pouvoir ou les votes, il le fait. Ainsi, nous ne respectons pas la loi sur l'immigration ; si les membres de l'administration veulent s'en débarrasser et ouvrir la frontière, ils le font. Si vous voulez avoir un mandat pour une opération particulière du FBI, vous pouvez trouver un juge et vous le faites. Ce que je veux dire, Mark, c'est que si vous avez un programme et que vous pensez avoir le pouvoir élu, vous ne respectez aucun des garde-fous ou interdictions que la république constitutionnelle a mis en place pour protéger l'abus de pouvoir. »

Il s'agit d'une description choquante mais précise de l'Amérique d'aujourd'hui. *Un régime qui utilise des agents armés pour faire des raids contre des opposants politiques est une dictature du style tiers-monde.*

Les Pères fondateurs de l'Amérique ont mis au point un système élaboré de freins et de contrepoids pour limiter le pouvoir d'un seul individu, ou même d'une seule branche du gouvernement—et pour que la plupart des pouvoirs sur la vie des citoyens restent entre les mains *des citoyens*. Maintenant, leur grande expérience au gouvernement est en train d'échouer. Les démocrates radicaux contournent et détruisent ces freins et contrepoids en toute impunité par le biais de bureaucrates non élus de « l'État profond ». La nation est entrée dans une nouvelle ère dangereuse où les seules contraintes au pouvoir présidentiel ne sont plus constitutionnelles mais simplement *politiques*.

Poursuivre Trump

La police fédérale poursuit, condamne et emprisonne régulièrement d'anciens dirigeants *dans les pays du tiers-monde*. Jamais en Amérique—jusqu'à maintenant. Après s'être assuré que le président Trump et sa famille seraient absents le 8 août, des dizaines d'agents armés du FBI ont passé 10 heures à fouiller sa résidence privée, à forcer son coffre-fort et à confisquer des mémos, des lettres, des courriels et des documents.

Quelle était la justification légale de ce raid ? Le quatrième amendement de la Constitution américaine protège les gens contre les perquisitions et les saisies abusives. Ces agents du FBI avaient donc besoin de preuves réelles que le président Trump avait commis un crime devant faire l'objet d'une enquête avant de pouvoir perquisitionner son domicile. Ils n'ont jamais présenté de telles preuves. Au lieu de cela, ils ont simplement obtenu un mandat du juge d'instance de Floride Bruce Reinhart qui les autorisait à saisir « tout document gouvernemental et/ou présidentiel réalisé » pendant les quatre années du mandat de Trump.

Le mandat indiquait que le FBI enquêtait sur Trump pour une violation potentielle de la loi sur l'espionnage, mais il ne présentait pas de cause probable qu'un crime avait été commis. Il est donc évident que le but du raid du FBI à Mar-a-Lago était de *s'en prendre à Trump*, et non des documents particuliers en sa possession.

Cette vérité est encore soulignée par le fait que Reinhart, le juge qui a émis le mandat, est un fonctionnaire anti-Trump qui a travaillé pendant des années comme avocat pour des proches du trafiquant sexuel Jeffrey Epstein.

Après avoir fouillé de fond en comble le domicile, le bureau et l'entrepôt de Trump, le FBI a fini par saisir un menu d'une fête d'anniversaire, une serviette de cocktail, une liste de numéros de

téléphone, trois passeports, divers souvenirs des années passées à la Maison-Blanche par Trump et 11 séries de documents classifiés. Cependant, comme Trump a volontairement rendu 15 boîtes de documents aux Archives nationales en février, il n'était pas nécessaire de faire une descente surprise à son domicile pour en confisquer davantage. D'autres présidents ont eu des désaccords sur ce qui est considéré comme des documents présidentiels, qu'ils ont réglés avec le gouvernement après avoir quitté la Maison-Blanche. L'ensemble de l'opération était en réalité une perquisition à motivation politique à la recherche de toute information compromettante qu'ils peuvent trouver sur Trump—tout comme l'opération de 2016 visant à mettre la Tour Trump sur écoute.

En fait, le journaliste d'investigation Paul Sperry a découvert que les agents et fonctionnaires du FBI impliqués dans ce raid travaillent dans la même division de contre-espionnage qui a enquêté sur Trump pendant la ruse du *Russagate*. Ainsi, beaucoup des mêmes personnes qui font actuellement l'objet d'une enquête pour avoir fabriqué des preuves affirmant que Trump a illégalement collaboré avec la Russie pour voler l'élection présidentielle de 2016, fouillaient dans la garde-robe de Melania Trump pour trouver tout ce qu'ils pouvaient utiliser contre son mari.

« Ce sont des temps sombres pour notre nation », a écrit Trump dans un communiqué. « Après avoir travaillé et coopéré avec les agences gouvernementales concernées, ce raid surpris à mon domicile n'était ni nécessaire ni approprié. Il s'agit d'un vice de procédure, de la transformation en arme du système judiciaire, et d'une attaque par des démocrates de gauche radicale qui ne veulent désespérément pas que je me présente à la présidence en 2024, surtout si l'on se fie aux récents sondages, et qui, de même, feront tout pour arrêter les républicains et les conservateurs lors des prochaines élections de mi-mandat. »

Des temps sombres, en effet. Si des agents du FBI peuvent faire une descente au domicile du président avec à peine un prétexte de légalité, alors personne n'est à l'abri. *Le FBI s'est transformé en bras paramilitaire du Parti démocrate.*

La justice transformée en arme

Lorsque les démocrates radicaux ont voulu empêcher Trump d'être élu il y a six ans, la campagne Clinton a demandé à l'un de leurs éminents avocats, Marc Elias, d'engager la société de recherche commerciale *Fusion GPS* pour compiler le tristement célèbre dossier Steele. Ce document abominable accusait faussement Donald Trump d'escapades avec des prostituées russes et de liens criminels avec le gouvernement russe. Il était rempli de rumeurs et de mensonges que l'ancien collaborateur de Mme Clinton, Charles Dolan, avait demandé à l'analyste russo-américain Igor Danchenko de répéter à l'agent britannique engagé, Christopher Steele. Or, bien que connaissant tout de la corruption au sein de la campagne Clinton, le FBI a quand même utilisé le dossier Steele pour lancer une enquête de contre-espionnage contre Trump.

Maintenant que le *Russagate* a été exposé comme une ruse, on pourrait penser que les gens cesseraient d'écouter Marc Elias. Pourtant, Elias s'est propulsé sous les feux de la rampe immédiatement après la descente du FBI à Mar-a-Lago, en déclarant que la section 2071 du titre 18 du code des États-Unis devrait permettre aux démocrates d'interdire à Donald Trump d'exercer à nouveau une fonction publique si le FBI peut prouver qu'il a mal géré des informations classifiées dans sa résidence.

Il s'agit du même Marc Elias qui a travaillé pour la même Hillary Clinton alors qu'elle faisait l'objet d'une enquête pour avoir *géré des informations classifiées* en supprimant des dizaines de milliers de courriels électroniques et en utilisant un serveur de messagerie secret alors qu'elle était secrétaire d'État. Il n'a jamais soutenu que Mme Clinton devait être privée de ses fonctions à cause de son serveur de messagerie secret, mais il veut que Trump soit poursuivi pour avoir conservé des notes personnelles et des souvenirs qui lui ont été donnés par Kim Jong-un et d'autres dirigeants mondiaux. L'hypocrisie est stupéfiante.

Il est toutefois peu probable que le raisonnement d'Elias empêche Trump d'être élu. Comme l'écrit le chroniqueur juridique Andrew McCarthy, « le Département de la justice sait bien que les qualifications d'un candidat à la présidence sont énoncées dans la Constitution. Elles ne peuvent être modifiées par une loi, précisément parce que les auteurs de la Constitution ne voulaient pas que le pouvoir exécutif soit dominé par le pouvoir législatif, ce qui se produirait si le Congrès pouvait disqualifier les présidents en exercice ou potentiels simplement en adoptant une loi. [...] En outre, la Constitution prescrit également le fondement de la disqualification d'une personne de la présidence ou d'un autre poste fédéral : la condamnation par le Sénat sur un article de mise en accusation voté par la Chambre. Là encore, ce qui est prescrit par la Constitution ne peut être modifié par une simple loi. Pour déclencher la disqualification, le Congrès devrait mettre en accusation et condamner Trump ; cela ne peut pas être fait par des poursuites pénales » (*New York Post*, 9 août).

Comme Trump a volontairement rendu 15 boîtes de documents aux Archives nationales en février, il n'était pas nécessaire de faire une descente à son domicile. D'autres présidents ont eu des désaccords sur ce qui est considéré comme des documents présidentiels, qu'ils ont réglés avec le gouvernement après avoir quitté la Maison-Blanche. Les auteurs du raid cherchaient donc autre chose que les Archives nationales ; ils cherchaient tout ce qu'ils pouvaient trouver pour empêcher le peuple américain de pouvoir à nouveau déposer un bulletin de vote pour Trump.

Deux poids, deux mesures

Les fondateurs de l'Amérique croyaient que l'État de droit était le premier principe fondamental d'un gouvernement libre et juste. C'est pourquoi Samuel Adams écrivit : « Il y aura une seule règle de justice pour les riches et les pauvres ; pour le favori au tribunal et le paysan à la charrue. » La véritable liberté ne peut exister que lorsque le gouvernement gouverne les gens selon des principes juridiques établis, et non selon les désirs ou les caprices des dirigeants.

Pourtant, l'Amérique d'aujourd'hui est gouvernée par les désirs et les caprices de l'administration radicale de Joe Biden. Le FBI couvre les crimes sordides de Hunter Biden tout en essayant de faire accuser Trump de crimes imaginaires. La nation n'a plus une seule norme pour le « favori au tribunal » et « le paysan à la charrue ». Au lieu de cela, l'élite libérale de la nation opère en toute impunité tandis que les conservateurs ordinaires sont intimidés dans la soumission.

Ne vous attendez pas à ce que le directeur du FBI, Christopher Wray, ou ses subordonnés s'excusent pour ce double standard. Lors d'une audition de la commission judiciaire du Sénat le 4 août, quatre jours avant le raid de Mar-a-Lago, Wray a refusé de confirmer que l'histoire de la collusion avec la Russie était une ruse ou que l'ordinateur portable de Hunter Biden n'était pas de la désinformation (malgré les preuves accablantes de l'innocence de Donald Trump et de la culpabilité de Hunter Biden).

La sénatrice Marsha Blackburn a demandé à Wray : « Êtes-vous d'accord que l'allégation de collusion secrète entre le président Trump et la Russie était une ruse, oui ou non ? » Wray a esquivé la question en disant : « Je ne pense pas que ce soit la terminologie que j'utiliserais. Mais je pense qu'il y a eu beaucoup de choses écrites sur ce sujet, à la fois dans le rapport de l'avocat spécial, et le rapport de l'inspecteur général. » Mme Blackburn a demandé à Wray de répondre à sa question par un simple « Oui » ou « Non ». Mais Wray a encore esquivé, répétant que « ruse » n'était « pas un terme que j'utiliserais ».

L'enquête 2017-2019 du conseiller spécial Robert Mueller n'a trouvé aucune preuve de collusion entre Trump et la Russie. Le rapport de l'inspecteur général Michael Horowitz a décrit 7 crimes de trahison que le FBI a commis en lançant l'enquête Trump-Russie et qu'il a identifiés comme des « erreurs ou omissions importantes ». Le rapport du conseiller spécial John Durham a révélé que la campagne d'Hillary Clinton travaillait avec l'agent russe Igor Danchenko pour alimenter le FBI en informations que Barack Obama et les responsables du FBI savaient être fausses. Pourtant, pour une raison quelconque, l'actuel directeur du FBI ne peut se résoudre à dire que la ruse Trump-Russie était bien une ruse.

Tout aussi choquant est le fait que Wray refuse d'admettre que l'ordinateur portable de Hunter n'était pas de la désinformation russe. Lorsque Mme Blackburn a demandé à Wray : « Êtes-vous d'accord pour dire que l'ordinateur portable de Hunter Biden n'était pas de la désinformation russe ? » il a répondu : « Vous posez des questions sur une enquête en cours que je m'attends à ce que nos collaborateurs poursuivent de manière agressive, et je ne peux pas faire de commentaires à ce sujet. » Vous avez bien lu. Même le *New York Times* admet que l'ordinateur portable de Hunter rempli de preuves de corruption, d'usage de drogues et de débauche est réel, mais le directeur du FBI refuse de commenter.

Le récit de la collusion Russie-Trump *était* une ruse. Le scandale de l'ordinateur portable de Hunter Biden *est* réel. Mais admettre ces faits confirmerait au public que le FBI d'Obama essayait de contrôler la présidence !

Attaquer l'Amérique

La Constitution des États-Unis est sous attaque depuis des décennies, mais son plus féroce ennemi a été Barack Obama. Lors d'une interview sur radio en 2001, Obama, âgé de 40 ans, a condamné l'ancien juge en chef Earl Warren pour ne pas s'être *libéré* « des contraintes essentielles que les Pères fondateurs ont placées dans la Constitution ». Puis il a condamné la Constitution pour être une « charte de libertés négatives » qui dit « ce que le gouvernement fédéral ne peut pas faire pour vous, mais ne dit pas ce que le gouvernement fédéral ou le gouvernement de l'État doit faire en votre nom ».

L'objectif de la Constitution était de limiter le gouvernement, mais Obama considérait la limitation du gouvernement comme le défaut fatal du document et a consacré sa vie à contourner ses freins et contrepoids. Pour ce faire, il s'est emparé des agences exécutives américaines et les a utilisées pour miner à la fois le Congrès et les gouvernements locaux.

Mon père, le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, écrit dans *L'Amérique sous attaque* (disponible en anglais seulement) : « De toutes les agences de renseignement, celle que Obama voulait le plus contrôler était le FBI. Le FBI fait le travail d'enquête domestique sur toute personne qui a besoin ou détient une habilitation de sécurité, donc le contrôle du FBI lui permet de décider qui peut accéder à quelle information. [...] La branche du renseignement a le contrôle total de ce qui est considéré comme une information secrète. C'est pourquoi cette « quatrième branche » a le contrôle sur les trois branches constitutionnelles actuelles : la branche exécutive, législative et judiciaire. Lorsque les autres branches demandent des informations sur le renseignement, les agences les fournissent souvent avec des parties clés expurgées pour cacher ce qui se passe réellement. Ils contrôlent cela, sans surveillance. Les seuls à voir l'ensemble du tableau sont Barack Obama et ses hauts responsables. Cela donne à ces gens un contrôle inégalé ! »

Les empreintes d'Obama sont partout dans la perquisition surprise du FBI à Mar-a-Lago. Elle lui donne, ainsi qu'à l'administration qu'il contrôle, de nouveaux éléments à rédiger et à ajouter dans l'affaire de l'émeute du Capitole afin de faire croire que Trump tente de monter un coup d'État contre un président dument élu. Il est clair que Obama et Biden ne reculeront devant rien pour empêcher Trump d'entrer en fonction, afin de pouvoir continuer à utiliser leur État profond pour mettre fin à la république constitutionnelle des États-Unis.

Ce n'est pas une coïncidence si beaucoup des hommes qui soutiennent Barack Obama ont été formés par des communistes déclarés. Obama lui-même a été formé par Frank Marshall Davis, un communiste déclaré. La conseillère la plus proche de Barack Obama, Valerie Jarrett, est la petite-fille de Robert Taylor, l'un des plus proches associés de Davis. Et le directeur de l'Agence centrale du renseignement (CIA) d'Obama, John Brennan, a littéralement voté pour Gus Hall, un candidat à la présidence du Parti communiste américain.

Feu Herbert W. Armstrong a averti que le communisme était l'outil du diable pour détruire les gouvernements, le gouvernement des États-Unis en particulier. « Satan n'est pas un diable rouge visible avec une queue, des cornes et une fourche », a-t-il écrit dans un article publié vers le début de la guerre froide. « Le véritable Satan est invisible. Le monde ne le voit pas et ne reconnaît pas ses œuvres. [...] Il ne saisit pas la tromperie diabolique du communisme—l'illusion économique de Satan, qui utilise la propagande basée sur de faux systèmes économiques comme attaque principale, soutenu par l'Armée rouge, comme moyen de faire accéder au pouvoir son troisième bras, le gouvernement totalitaire, sur la Terre entière » (*Pure Vérité*, octobre 1951).

L'administration Obama-Biden est remplie de radicaux qui veulent détruire la Constitution américaine et la remplacer par le totalitarisme. Ce mouvement a fait d'énormes progrès pendant des décennies en influençant la culture et l'éducation des jeunes Américains. Mais la résistance à ce mouvement se concentre autour de Donald Trump.

De plus en plus d'Américains réalisent qu'il y a de sérieux problèmes à Washington, D.C., mais presque personne ne se rend compte que Dieu ne fait pas porter la responsabilité principale sur les dirigeants politiques comme le font de nombreux commentateurs politiques. En fin de compte, la corruption du gouvernement est une *correction de Dieu* pour aider les gens à voir leurs péchés et à se repentir. Les Américains doivent se rendre compte que seuls Dieu et la Bible peuvent résoudre les problèmes de leur gouvernement !